



Arrêté Municipal
Arrêté temporaire PM n°386/2022
Circulation alternée
Chemin du Buguet
Sur la portion comprise entre le n° 665 et le n° 775
Reprise des enrobés
Le mercredi 14 décembre 2022

Le Maire de FRONTON,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et suivants ;

Vu le Code de la route et notamment les articles L 411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R 411-5, R 411- 8, R411-25 à R411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;

Vu le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, notamment l'article L 3111-1 ;

Vu l'Arrêté Municipal de modification des limites d'agglomération sur les voies Départementales et Communales en date du 9 Juin 2011 ;

Vu la permission de voirie n° 279 en date du 28 septembre 2022.

Vu la demande de l'entreprise **BOUYGUES ENERGIE SERVICE – TSA 70011 – 69134 – DARDILLY CEDEX** en date du **07 décembre 2022** ;

Considérant que pour permettre **la reprise des enrobés**, pour la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation, **Chemin du Buguet, sur la portion comprise entre le n° 665 et le n° 775**, en mettant en place un **Alternat de circulation**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, pendant toute la durée des travaux ;

ARRETE

ARTICLE 1

Afin de permettre à l'entreprise **BOUYGUES ENERGIE SERVICE**, de réaliser les travaux **Chemin du Buguet, sur la portion comprise entre le n° 665 et le n° 775**, en agglomération, sur la commune de FRONTON, la circulation sera réglementée comme défini à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 2

La circulation de tous les véhicules **Chemin du Buguet, sur la portion comprise entre le n° 665 et le n° 775** sera alternée **par des feux tricolores**, elle sera précédée d'une signalisation d'approche.

Ces dispositions entreront en vigueur à partir du **mercredi 14 décembre 2022** et resteront applicables jusqu'au **mercredi 14 décembre 2022**, date à laquelle les conditions normales de circulation seront rétablies.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par la société **BOUYGUES ENERGIE SERVICE**.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant les dates fixées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines sera constamment assuré.

ARTICLE 5

La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée d'exécuter les travaux sous le contrôle de la Communauté de Communes du Frontonnais.

ARTICLE 6

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le Chef de Service de la Police Municipale de Fronton et le Commandant de la Communauté de Brigade de Fronton sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site.

ARTICLE 8

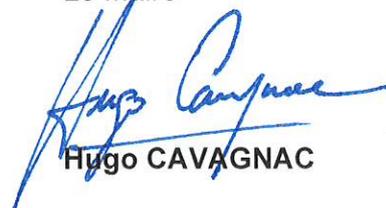
Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fronton.
Monsieur le commandant des Sapeurs-Pompiers de Fronton.
Services Techniques de la Commune de Fronton.
Communauté de Communes du Frontonnais.
Service de Police Municipale de Fronton.
Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie est transmise à l'entreprise.

ARTICLE 9

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fronton, le 7 décembre 2022.

Le Maire


Hugo CAVAGNAC

